

Sommaire

APPEL POUR LE 7 DECEMBRE - Réunion nationale inter-réseaux, page 3 et 4

Contributions pour la réunion:

- **Rassembler à gauche**, par Amaury Couderc, pages 2 et 5
- **Analyse et proposition pour le 7**, par Robert Duguet, pages 9,10 et 11
- **Note sur le courant Nouveau Monde au PS**, par Michel Galin, page 11

Lula, président du Brésil, par José Pérez, pages 6 et 7

Décentralisation, à quoi sert l'Etat? Par Michel Galin, pages 8 et 9

Notes sur le livre de François Chesnais sur l'Argentine, par Robert Duguet, page 12

RASSEMBLER

À

GAUCHE

BULLETIN DE LIAISON POUR
"RASSEMBLER A GAUCHE"

R.A.G

LE CLOS BOISSY\ST-YON 91790

A.R.T

(Association pour le Rassemblement des
Travailleurs)

Dispensé de timbrage

Boissy sous Saint Yon

P

PRESSE

DISTRIBUÉE PAR

LA POSTE 

Comité de Rédaction

José Pérez, Jeanne Rousseau, Michel Dupont, Frédérique Chauvet
(ART)

Cyrille-Robert Broux, militant des Verts

Anne-Marie Cartolaro, militante Ras l'front

Amaury Couderc, militant socialiste progressiste

Françoise Deson Jean Deson

Michélie Dospital, militante associative

Robert Duguet, militant socialiste progressiste

Emile Fabrol, militant PCF (gauche communiste)

Bernard Fischer, militant associatif

Michel Galin, militant syndical

Gérard Grandamme, militant alternatif

Serge Guichard, militant du PCF

Vincent Huet, militant de la LCR

Jean Yves Lesage, Sylviane Charles, Dominique Larchet

Militants LCR

Gérard Morlier, militant associatif

Philippe Nekrouf, militant socialiste progressiste

Jean Sanchez, militant associatif

N° 123 novembre 2002

10^e année de parution

Commission paritaire des
Publications et Agences de Presse numéro
11077

Directeur de publication : Jacques Adrien
militant socialiste progressiste

RAG : Amaury Couderc,
le Clos, Boissy-Sous-Saint-Yon 91790
tel.: 01.64.91.32.75

Site: <http://perso.wanadoo.fr/robert.duguet/rag/index.htm>

Imprimé par nos soins

Se rassembler à Gauche

(Contribution pour le 7 décembre)

Par Amaury Couderc

Qu'il y ait divorce entre le « *peuple de gauche* » et la gauche, c'est un constat que seuls les socialistes continuent à nier. Le départ précipité de L. Jospin l'illustre parfaitement puisqu'à aucun moment il n'a remis en cause la politique qu'il a mis en œuvre pendant 5 ans. Pour le premier secrétaire F. Hollande et la plupart des principaux dirigeants du PS, ce sont les **électeurs qui n'ont pas compris**. À cette étape, ce qui est intéressant c'est, à la fois ceux qui dans le PS, autour de H. Emmanuelli et de J.L. Mélenchon, tentent de démontrer que l'échec de Jospin est un échec politique et non un échec personnel et que le PS doit changer de politique (encore faudrait-il savoir quelle **autre** politique ils préconisent !), mais aussi ceux qui au PC dénoncent de longue date la politique de la gauche plurielle. A cet égard, la démission de R. Hue est particulièrement intéressante et mérite une analyse sans concession. Contrairement à L. Jospin, **Robert Hue a le courage de dire qu'il s'est trompé** et semble vouloir en tirer les conséquences. Il reconnaît que contrairement à l'analyse qu'avait faite la direction de son parti et lui-même, les ministres du PC dans le gouvernement de la gauche plurielle n'ont à aucun moment réussi à modifier la politique du PS - *Lionel Jospin et le PS ont refusé de nous entendre* (Robert Hue) - pas plus que le PC n'a réussi à modifier le rapport de force entre les différentes composantes de la gauche « dite plurielle ». A la suite de l'appel lancé par certains dirigeants socialistes en faveur d'un grand parti rassemblant toute la gauche plurielle, l'analyse que fait R. Hue aujourd'hui sur la vraie nature du PS : *ce « grand parti de toute la gauche » ce n'est rien d'autre qu'une tentative d'alignement de toute la gauche sur le PS, avec pour base ce que les dirigeants socialistes appellent un « réformisme assumé », c'est-à-dire l'acceptation des exigences du capitalisme mondialisé, avec son cortège de licenciements, de violence, de destructions humaines, que le PS affirme vouloir « gérer socialement »...* (Robert Hue), peut laisser espérer plus de réalisme dans les nouvelles alliances que pourrait passer le PC dans le futur.

A l'époque, conseiller régional, membre du

groupe communiste au titre de partenaire, j'avais dans notre revue RAG fait exactement cette même analyse et dénoncé au sein du groupe régional la participation du PC au gouvernement **sans qu'aucun accord préalable à cette participation n'ait été signé entre le PS et le PC**. Encore une occasion manquée pour le PC.

Aujourd'hui le départ de R. Hue sur ces bases peut, si les militants communistes savent se saisir de cette opportunité, être le prélude à une autre politique. Encore faut-il que la PC ne se referme pas sur lui-même et soit à l'initiative ou s'inclue dans un regroupement de tous ceux qui peu ou prou dénoncent le capitalisme et ses conséquences.

Il est illusoire de penser que **l'extrême gauche seule**, même regroupée autour de la LCR et de LO (et nous en sommes très loin) peut apporter une réponse globale, pas plus que d'attendre des mouvements sociaux seuls cette même réponse politique.

C'est la raison pour laquelle il nous semble juste et important de tenter de regrouper dans une fédération, ou toute autre formule de rassemblement, les dizaines d'organisations, de revues, de collectifs, animés par des militants de gauche en rupture avec les partis traditionnels PS ou PC et engagés dans les luttes du mouvement social (lutte contre la mondialisation capitaliste, pour la défense des services publics, lutte des sans papiers, lutte pour la défense du peuple Palestinien ou encore contre la guerre en Irak... cette liste n'est pas exhaustive).

Avec la ferme volonté de ne pas construire un parti de plus, mais plutôt de permettre à toutes ces organisations de se rencontrer pour, d'une part faire émerger des réponses alternatives et proposer ensuite un projet de transformation sociale anticapitaliste de la société, mais aussi d'avoir à certaines occasions une expression commune, en particulier à l'occasion des élections et rompre ainsi l'isolement politique de tous ces groupes face aux grands appareils du PS, du PC, et dans une moindre mesure de la LCR et de LO. (suite page 5)

A l'appel de :

- RAG (Rassembler à Gauche) Région parisienne
- ART (Association pour le Rassemblement des Travailleurs) Normandie
- ACC (A Contre Courant) Alsace
- MGP (Mouvement de la Gauche Progressiste) Le Mans
- Ballon Rouge, Aubagne Bouches du Rhone

REUNION LE SAMEDI 7 DECEMBRE 2002.

de 10 à 18 heures, au Rocher de Saulx

Commune de Saulx les Chartreux, 91 160.

Ordre du jour:

10h-13h: Présentation et Débat politique, 13h-14h: Repas sur place,

14h-18h: Réunion de travail pour les associations

Chers amis et camarades,

Le 16 mars dernier, un certain nombre de collectifs se sont rencontrés à Paris à l'initiative de RAG et de L'ART. La plupart de ces collectifs ou organisations sont animés par des militants de gauche en rupture avec les partis traditionnels PS et PCF, ou qui sont membres d'organisations écologistes, trotskistes ou libertaires. Pour ces militants, engagés dans les luttes du mouvement social (défense des services publics et de la protection sociale, lutte contre la mondialisation capitaliste, lutte des sans papiers, lutte pour les droits du peuple palestinien, lutte contre la guerre en Irak...) leur volonté est de construire une véritable alternative politique au social libéralisme accepté et mis en œuvre au cours des dernières années par le PS et le gouvernement de la gauche plurielle. Depuis cette date, des contacts ont été maintenus et approfondis, certes des divergences existent, mais l'expérience nous a montré que sur de nombreux points essentiels des convergences se sont exprimés et que des pratiques communes peuvent se mettre en place.

Il est aujourd'hui essentiel de rompre l'isolement politique de tous ces groupes qui se sont créés dans beaucoup de villes ou de départements. Comment rompre cet isolement ? Sous quelle forme ? Cela reste à débattre.

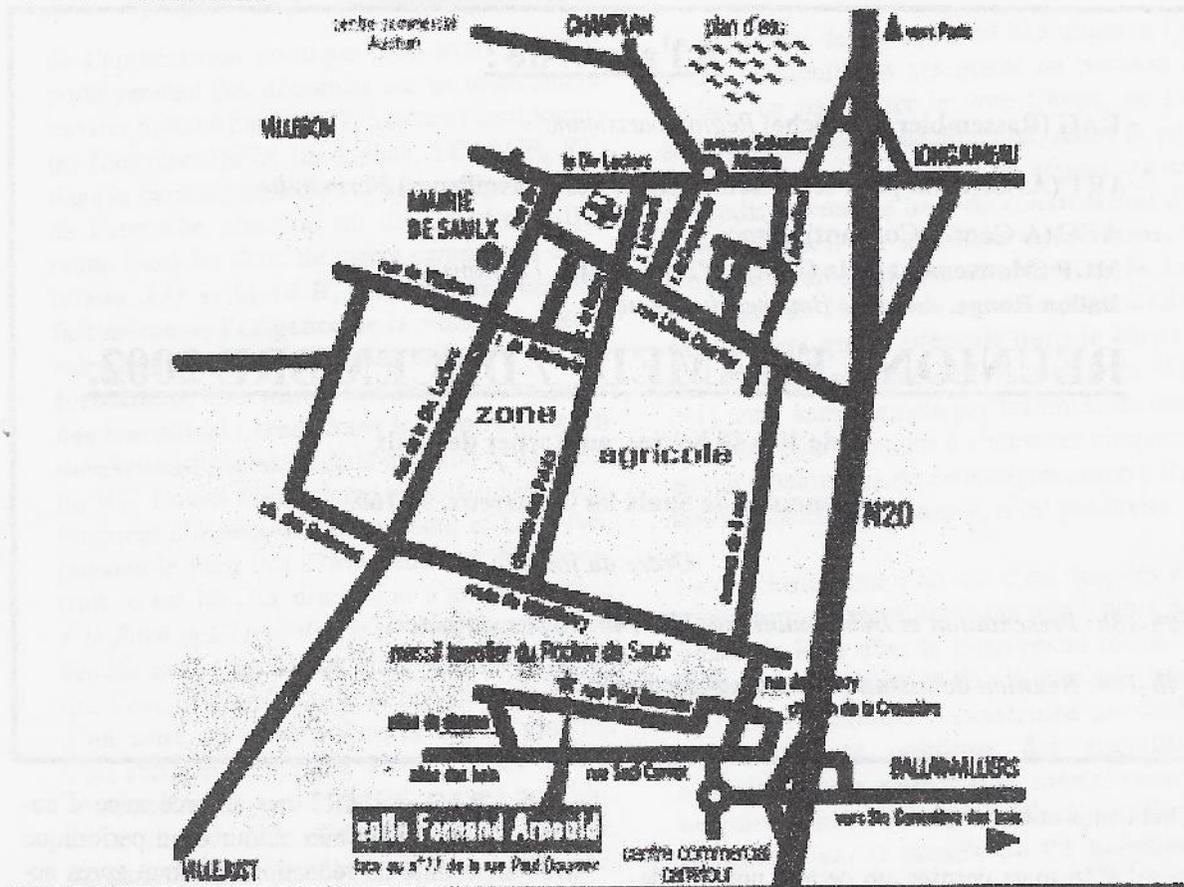
RAG et l'ART ont amorcé avec d'autres un travail commun autour d'un périodique avec un comité de rédaction commun après acceptation d'une déclaration politique commune.

D'autres voies existent, il faut les répertorier et les mettre en œuvre : campagnes politiques communes ou autres démarches.

Ce qui est important aujourd'hui, c'est de mettre un terme à l'éparpillement et à la dispersion qui rendent impuissant.

A nous de trouver une formule de fédération ou autre démarche du même type qui nous permette de peser sur le débat politique qui va nécessairement s'ouvrir dans la période à venir. D'autant plus que la politique du gouvernement Raffarin marque une nouvelle étape dans la remise en cause d'acquis importants des salariés, que ce soit dans le domaine social ou celui des libertés, cela suscite déjà des luttes sociales, même si elles sont encore fragmentées.

Sans préjuger des formes à donner à cette collaboration mais avec la ferme volonté d'aboutir à une solution qui nous permette d'avoir dans un premier temps une expression commune ainsi que la volonté de faire émerger des réponses alternatives afin de proposer par la suite un projet de transformation sociale anticapitaliste de la société.



Détails techniques :

La réunion se tiendra à la salle Fernand Arnaud qui est située à hauteur du n°77 de la rue Paul Doumer. Cette rue pavillonnaire est en haut du massif forestier du Rocher de Saulx. Ne pas confondre le Rocher de Saulx avec la rue du Rocher. La mairie de cette commune tient une salle à notre disposition, et les alternatifs de Saulx se chargent de l'organisation du repas de midi qui sera servi sur place.

La participation aux frais sera de 10 euros, somme qui devra couvrir le prix du repas ainsi que le remboursement au moins partiel des frais engagés par les camarades de province pour

leur déplacement. Les camarades de province qui souhaitent être hébergés le samedi soir ou voire le vendredi soir sont priés de se faire connaître.

Pour les camarades qui viennent en voiture, voir le plan ci-dessus:

Pour les camarades de province et de banlieue non-motorisés le rendez-vous est fixé à 9h30 à la gare RER de Sainte Geneviève des Bois, côté bâtiment Gare, accès par la ligne C du RER, prise à Austerlitz, Saint Michel, Invalides. Une permanence téléphonique sera assurée pour les gens en difficultés ou en retard à partir de 9heures sur le portable de Robert Duguet : 06 08 60 56 70.

COUPON REPONSE :
 (Compte tenu des problèmes d'intendance à régler les camarades sont priés de répondre au coupon joint)

Nom : Prénom :

Adresse:

Participera: 1) au débat politique : oui - non 2) au repas : oui - non
 3) au travail des associations : oui - non 4) Toute la journée

Est-il nécessaire de préciser que les bases politiques doivent en être parfaitement définies par rapport au social libéralisme mis en œuvre par la gauche plurielle. Sans rien obérer de l'indépendance et des particularités de chacun, l'approbation d'une charte commune précisant les grands axes d'une autre politique devrait pouvoir unifier, ou pour le moins rapprocher ces organisations. Une fédération de toutes ces associations sur des bases claires et sans concession pourra aussi, le moment venu, être un élément déterminant de la recomposition de la gauche en étant partie prenante de cette recomposition. Recomposition qui passe forcément par la décomposition de l'appareil du PS et la mise en place d'une autre direction, et dans une moindre mesure de celui du PC et des Verts qui portent une lourde responsabilité dans l'échec de la gauche.

Il ne s'agit pas ici de se dissimuler les diffi-

cultés d'un tel regroupement, rassemblement ou fédération :

- un PS qui recherche de plus en plus des solutions sur sa droite (Fabius, Strauss Khan, etc.),
- un PC qui, à la fois fait de bonnes analyses de la situation passée, mais se replie sur lui-même et refuse de s'engager dans une démarche de rassemblement à gauche,
- une extrême gauche plus ou moins sectaire et divisée qui ne cherche qu'à bétonner son propre appareil politique,
- un mouvement social en recherche d'une représentation politique.

Le paysage à gauche n'est pas forcément des plus enthousiasmant, mais c'est une raison supplémentaire pour tenter de dégager des solutions avec tous ceux qui refusent de « baisser les bras ».

Lula président du Brésil :

maintenant, il faut un plan d'urgence, en faveur des travailleurs, des sans-terres et des sans-travail, la parole à la base !

Par José Pérez

Le 27 octobre, le candidat du Parti des travailleurs, Lula, a été élu président du Brésil avec 61,27% des voix. En France, cela n'a ému personne. Après les septennats désastreux de Mitterrand et la triste expérience Jospin, faut-il encore s'intéresser à cette « première victoire électorale de la gauche brésilienne » ? Les déclarations de Lula sur le maintien de la « rigueur économique » ne nous y incitent pas. La victoire du Parti des travailleurs du Brésil est néanmoins un événement politique d'une grande portée.

Ce n'est pas en tant que « victoire de la gauche » que l'élection de Lula est « historique ». Comme l'écrit Armelle Enders, maître de conférence à l'université de Paris IV - Sorbonne, dans un article de Libération du 31 octobre, la « gauche » était déjà au pouvoir au Brésil. « Le président sortant Fernando Enrique Cardoso, choyé depuis huit ans par toute la presse française comme un intellectuel éclairé, doit être bien marri d'être désormais considéré comme un candidat de droite, lui qui a co-fondé en 1987 le Partido da Social Democracia Brasileira (PSDB) membre de l'Internationale socia-

liste ». Armelle Enders commence par rappeler qu'en fait, il n'y avait même pas de candidat de droite au premier tour des élections présidentielles du Brésil ! « *Aucun des deux grands partis de droite, le Partido da Frente Liberal (PFL) -de tous les gouvernements depuis le régime militaire- et le plus récent Partido Progressista Brasileiro (PFB), n'a été en mesure de présenter un candidat à la présidence ou à la vice-présidence* »

Bien sûr, tous ces « partis de gauche » ont toujours mené une politique de droite et sont restés indéfectiblement liés au capitalisme et aux milieux de la finance internationale. Et c'est pourquoi, la presse française a parlé de Lula comme du « premier président de gauche ». Mais, comme nous l'avons fait remarquer plus haut, ce n'est ni par le discours, ni par les mesures qu'il préconise, que sa candidature tranche avec les autres candidatures de gauche.

La victoire de Lula est la victoire d'un mouvement politique très différent des partis traditionnels, de droite ou de gauche. Au Brésil,

le mouvement social a construit sa propre organisation politique qui est le PT.

Armelle Enders en convient lorsqu'elle dit que le Parti des travailleurs est une « famille de gauche » qui se différencie des autres de par son histoire et sa nature sociale : « Elle est née, à la fin des années 70, de la jonction entre le nouveau syndicalisme, la partie progressiste de l'Eglise catholique et des universitaires, et s'est construite sur l'opposition à la gauche populiste, aux syndicats inféodés au ministère du travail, aux décisions centralisées, à l'excessive personnalisation du pouvoir. » Le Parti des travailleurs ne ressemble pas à ces partis populistes latino-américains construits autour du discours démagogique du chef providentiel.

Même si Lula veut reprendre le discours classique des hommes politiques de la sociale démocratie, il lui sera impossible d'ignorer les travailleurs qui sont la base et la force essentielle du PT. La démocratie participative expérimentée dans les quartiers populaires de Porto Alegre n'est qu'un des aspects (pas forcément le plus significatif) des rapports étroits liant les masses au Parti des travailleurs. Les liens les plus forts ont été tissés dans les immenses banlieues ouvrières et industrielles de la mégapole de Sao Polo. Le syndicalisme ouvrier s'est organisé durant les années de lutte contre la dictature et ce sont les grandes luttes des ouvriers métallurgistes qui ont ébranlé le pouvoir militaire. C'est une grande assemblée syndicale des ouvriers métallurgistes qui avait décidé de créer son propre mouvement politique qui devait être un « parti sans patrons ».

Voici comment Lula décrivait la composition politique et sociale du Parti des travailleurs en 1993 : « Il y a d'abord la composante syndicale " authentique ", c'est à dire les syndicalistes qui dans ou hors le syndicalisme officiel, avaient su maintenir une orientation de lutte de classe (...). Il y a également des animateurs des ligues paysannes et des syndicats ruraux, au moment même d'ailleurs où la syndicalisation se développait de manière spectaculaire en milieu paysan. Il y eut aussi, bien sûr, des composantes politiques très diverses: trotskistes, castrites, animateurs du Parti communiste brésilien ou de l'aile gauche du grand parti d'opposition qu'était le Mouvement démocratique brésilien. Il y eut aussi l'apport essentiel qu'ont re-

présenté pour le Parti des travailleurs les secteurs progressistes de l'Eglise (...) Les sociétés de quartiers, les associations qui mènent la lutte pour les crèches, pour les écoles, pour la santé, pour l'eau, les clubs de mères, le mouvement des femmes, les écologistes, à peu près toutes les composantes progressistes de la société civile se sont retrouvées dans le PT. C'est la raison pour laquelle nous avons réussi à nous construire aussi rapidement au plan national. Et c'est également la raison pour laquelle nous avons aujourd'hui plus de 600 000 adhérents. »

Aujourd'hui, Lula semble prêt à s'incliner devant les injonctions du FMI et du capitalisme international. Mais le PT reste l'organisation d'un mouvement social qu'il sera difficile de museler. La base ouvrière reste puissamment organisée pour défendre ses intérêts. Cela s'exprime notamment par l'existence d'une forte opposition de gauche dans le PT et de la Confédération Unitaire des Travailleurs.

Le Brésil est une gigantesque poudrière sociale. C'est un pays dix-sept fois grand comme la France, c'est la 10^e puissance industrielle mondiale. Or les inégalités sociales y sont encore plus fortes qu'en Inde ! Le camp des exploités est lui-même un concentré de contradictions explosives : d'un côté, les travailleurs des mines d'or ou les paysans sans terre traités comme des esclaves, les enfants des rues vivant en bandes et chassés la nuit par des milices fascisantes, de l'autre les ouvriers des immenses usines ultra modernes de Sao Polo, Volks Wagen, Ford, Renault, puissamment organisés et ayant des exigences et des revendications très proches de celles des salariés français.

La vitalité de la base du parti brésilien suffirait-elle à bousculer la politique de sa direction et à imposer, dans la dynamique des affrontements sociaux, l'aspiration au changement du peuple brésilien ? « Lula urgent Lula Président ! » ont crié les pauvres des bidons-villes durant les présidentielles. Les 61% de Lula traduisent spectaculairement cette volonté de changement. Malgré la toute puissance des médias hostiles, plusieurs dizaines de millions d'ouvriers, de paysans ont voté pour le candidat des travailleurs !

Cette victoire électorale se produit alors que l'Argentine, voisine du Brésil, est elle-même secouée par une crise sociale et politique sans précédent. Toute la classe politique argentine a été rejetée par la rue. On y entend partout le même mot d'ordre « *qu'ils s'en aillent tous !* ».

Or les Etats Unis n'ont jamais supporté la moindre tentative de changement, même réformiste, sur leur chasse gardée d'Amérique latine. Comment réagiront-ils à une conjugaison des mouvements sociaux argentins et brésiliens sous la présidence ultra réactionnaire d'un Georges Bush? On peut s'attendre à ce que la volonté de changement du peuple brésilien ne retombe pas après les élections. La politique de modération, de compromis et de recul choisie par la direction du parti sera en contradiction avec la volonté de changement à la base. En France

après 1981, une telle confrontation entre le « *peuple de gauche* » et ses directions ne s'est pas produite. Les liens historiques entre la base et le sommet des partis de gauche français étaient déjà trop distendus. L'organisation du mouvement ouvrier était déjà trop faible pour que la capitulation des dirigeants de l'Union de la gauche débouche sur autre chose que sur la désorientation, l'amertume et l'écœurement d'une base ouvrière de plus en plus atomisée politiquement. Il n'y a plus en France de véritable parti des travailleurs. Les vieux partis ont perdu toute crédibilité et la « *forme parti* » doit elle-même être entièrement repensée.

De ce point de vue, les travailleurs brésiliens ont sur nous un grand avantage politique. Avec le PT, ils disposent encore d'un véritable levier organisationnel pour faire entendre la volonté de la base.

Décentralisation, à quoi sert l'état

Par Michel Galin

Recentrer l'état sur ses missions régaliennes est la politique du gouvernement. A cet égard, le projet de budget pour 2003 est éloquent. Les ministères qui voient leurs dotations augmenter de façon significative sont la défense, l'intérieur, la justice (pour recruter d'avantage de gardiens de prisons), et les affaires étrangères (certes par redéploiement à partir de crédits de la coopération, mais la symbolique est là).

Pour comprendre cela, en rester aux promesses électorales de baisse des impôts, et à la mauvaise conjoncture économique, est insuffisant.

L'état ne peut pas tout, déclarait Lionel Jospin pour justifier son inaction lors des plans de licenciement. En tout cas, au fil des ans, son rôle se réduit en tant qu'acteur économique et social. L'Europe libérale se construit sous la forme d'un grand marché unique. L'action de l'état est forte pour organiser les dérégulations et les privatisations, mais de plus en plus faible pour initier une politique volontaire de réduction des inégalités. Les politiques « sociales » ont plus pour fonction d'assurer la paix sociale en faisant juste ce qu'il faut pour que des franges entières de la population ne tombent pas dans la misère totale (RMI, CES, CMU etc.).

Les projets gouvernementaux

Les volontés décentralisatrices de Raffarin marquent une nouvelle étape. L'état devrait se décharger de presque tout, hormis les fonctions régaliennes, au profit des collectivités locales. Là aussi, la précédente majorité avait ouvert la voie en se déchargeant, par exemple, sur les départements des prestations pour personnes âgées dépendantes.

Le gouvernement prévoit un dispositif en trois temps. Le vote d'une loi organique modifiant la constitution ; ce projet reconnaît les régions comme collectivité territoriale, ce qui est anecdotique, et surtout modifie la constitution en assurant que l'organisation de la République est décentralisée. Le deuxième étape, qui est l'objet des « *assises régionales des libertés locales* » recense les missions de l'état qui pourraient être décentralisées et organise une phase d'expérimentation. Pour terminer, d'ici trois à cinq ans, le législateur est censé faire le bilan des expérimentations et organisera la nouvelle organisation décentralisée.

La méthode choisie de l'expérimentation est lourde de danger.. Ainsi ce n'est pas une mission que l'état va transférer globalement à une collectivité territoriale, dans les mois à



venir; telle région se portera candidate pour assurer la globalité de la formation professionnelle (initiale et continue), telle autre s'occupera de la totalité de l'orientation des jeunes. Ainsi, dans la première, la formation professionnelle initiale sera transférée, dans la deuxième ce sera l'orientation et ainsi de suite. Sur une période de trois à cinq ans, suivant les régions et les départements, des missions seront assurées par l'état ou non..

En même temps l'opacité et la duplicité règnent. Le ministre de l'Education nationale déclare lors d'une réunion que son ministère n'est pas demandeur de transfert de personnels aux collectivités locales, mais écrit le contraire dans une note remise au premier ministre. Les quelques assises qui se sont déjà déroulées tiennent plus du supermarché ou les élus locaux réclament telle ou telle mission pour leur collectivité.

On voit bien les logiques mises en œuvre : un désengagement de l'état de plus en plus important au profit des régions départements et communes qui n'auront pas les moyens d'assurer ces missions, à moins d'augmenter fortement les impôts locaux. A terme c'est donc la privatisation de pans entiers de services publics qui s'annoncent.

Ce qui est choquant, dans l'Europe des régions telle qu'elle est conçue à Bruxelles, c'est son but. Un grand marché intérieur, l'Europe, se développe en évitant le maximum de mécanismes régulateurs tels qu'ils étaient exercés par les états. Dans cet objectif, les régions ont l'avantage d'être plus faibles et plus nombreuses, et ne peuvent assurer les services minimums pour que le marché fonctionne (il est indispensable que les salariés sachent lire, et l'apprentissage de la lecture pour tous n'est pas une activité

rentable par exemple).

Quelle réponse?

Plutôt que de reproduire une fois de plus les débats en « girondins » et « jacobins », qui divise aussi au sein de la gauche critique, et passe au dessus de la tête de beaucoup de citoyens, plutôt que des débats théoriques sur l'organisation de l'état et de l'Europe, il me semble important d'argumenter sur deux axes qui sont liés : la possibilité pour la société d'intervenir pour envisager son avenir et la démocratie.

Le rôle d'une instance politique (européenne, nationale, régionale) est-elle de faciliter le fonctionnement du marché, ou d'assurer l'égalité des droits aux citoyens de ce territoire ? Voire, d'étendre ces droits en fonction des besoins et de l'augmentation de la richesse produite ? Il y a là une bataille de conviction importante à mener. Les services publics sont souvent présentées pour leur coût et jamais pour les services rendus.

Sur cette thématique de l'égalité, l'une des principales critiques de la décentralisation de 1982 est l'absence de mécanismes de péréquation des moyens selon le potentiel fiscal d'une collectivité territoriale. Les investissements accordés aux collèges n'ont par exemple, rien à voir si l'on compare les Hauts de Seine et le Cantal. Mais si l'on raisonne au niveau européen, les différences sont encore plus grandes. Il y a là aussi une question politique qui ne peut être évitée : revendiquons nous l'égalité entre les territoires au sein de la république Française ou au sein de l'ensemble de la communauté Européenne ?

La démocratie nécessite d'avoir des instances ou des choix sont faits et assumés. Entre la commission de Bruxelles, le parlement Européen, le parlement Français, les régions, les communes, les départements, les communautés de communes, les pays (loi Voynet) (et j'en oublie), la confusion est entretenue sur les lieux de décisions au détriment de l'intervention des citoyens. La démocratie représentative a besoin d'être clarifiée pour identifier les lieux de décisions ; c'est aussi indispensable pour que la démocratie participative soit réellement une nouvelle forme d'intervention de la société dans la gestion de son avenir.

Conclure ?

J'ai la conviction que les projets de décentralisation du gouvernement Raffarin constituent un grand danger. Je suis aussi persuadé que l'on ne pourra pas s'y opposer efficacement en agitant

le mythique état national dont le modèle implicite est finalement plus Bonapartiste que réellement Jacobin. Puisse cet article susciter le débat et la polémique pour avancer !

Analyse et proposition pour le 7 décembre

Par Robert Duguet

Dans la continuité de l'initiative prise le 16 mars 2002, à l'appel de RAG et de l'ART, puis de la réunion inter-réseaux du 7 mai, les associations suivantes RAG(Rassembler à Gauche) région parisienne, ART (Association pour le rassemblement des travailleurs) Normandie, ACC(A Contre Courant) Alsace, MGP (Mouvement de la Gauche Progressiste) Le Mans, convoquent une réunion inter-réseaux le 7 décembre à Saulx les Chartreux : d'autres mouvements ou revues participeront à cette initiative. En tant que militant qui a accompagné depuis le départ cette initiative, je soumetts aux lecteurs du journal cet article qui se veut une contribution personnelle et préparatoire aux débats du 7 décembre.

Six mois après les élections présidentielles et législatives, et la « victoire » de Chirac dans les conditions que l'on sait, où en sommes-nous et pourquoi convoquer cette réunion ? La politique du gouvernement Raffarin marque une nouvelle étape dans la remise en cause d'acquis importants des salariés, que ce soit dans le domaine social ou celui des libertés, cela suscite déjà des luttes sociales, même si elles sont encore fragmentées. Les mouvements contre la nouvelle guerre impérialiste décidée par le gouvernement américain contre l'Irak s'amplifient (manifestations en France, sommet international de Florence), le travail des collectifs constitués sur une ligne de défense des intérêts vitaux du peuple palestinien s'approfondit, le mouvement des sans-papiers atteignait à cette rentrée sociale une dimension nouvelle... Reste posée pour nous la question décisive, celle d'une représentation politique capable d'ordonner et de donner une perspective anticapitaliste à l'ensemble de ces combats sociaux.

Où en sommes-nous à gauche et à l'extrême gauche ? La « victoire » de Chirac, obtenue grâce aux voix de la gauche et au piège posé par toutes les forces attachées à la préservation de la Vème République, a pour conséquence concrète l'accélération de la décomposition des organisations qui ont constitué la majorité gauche plurielle depuis 1997. L'aspect le plus spectaculaire est la quasi-disparition du PCF comme parti national : cependant l'agonie prolongée du parti stalinien depuis l'implosion de l'URSS en 1991 ne signifie naturellement pas que le mouvement communiste va disparaître de la scène politique, loin de là ; au contraire l'effondrement du PCF libère un espace pour construire une force anticapitaliste, car il était comme parti majoritaire dans le mouvement ouvrier lié organiquement à la politique extérieure de l'URSS, l'obstacle central à une telle construction depuis 1945 ; dès le lendemain de l'élection présidentielle, nous nous sommes intéressés aux courants qui se dégagent de la crise de l'appareil. La fraction Braouze-Zarka est un élément qu'il faut prendre en compte, malgré tout le mal que nous pouvons être amenés à penser du passé de ces deux dirigeants... Le courant Refondazione Comunista qui dégage un courant politique à gauche des partis traditionnels en Italie a été constitué, qu'on le veuille ou non, par un dirigeant stalinien historique du PCI. De facto, cette organisation joue un rôle à gauche de la gauche... Se battre pour constituer un pôle anticapitaliste signifie concrètement intervenir en direction des éléments libérés par l'agonie du PCF.

Dans une telle situation, que fait l'extrême gauche ? C'est au moment où le stalinisme quitte la scène, que le mouvement trotskyste s'avère totalement incapable d'agir à la hauteur

de l'appréciation politique qu'il avait pourtant porté pendant des décennies sur un mouvement ouvrier dominé par le PCF. Les trois composantes françaises qu'on lui connaît, LO, LCR, PT, dans la dernière période se sont partagés le rôle de l'antruche, chacune sur des registres différents. Dans les deux dernières campagnes électorales, LO et la LCR, ont été amenées, du fait même de l'exigence de la situation nécessairement exprimée par les militants de ces formations, à formuler la question d'un parti des travailleurs traduisant les aspirations du mouvement social. A cette question le candidat du PT, Daniel Gluckstein, répond qu'il a une longueur d'avance sur Besançon et Laguiller, puisque le Parti des Travailleurs est déjà construit, c'est lui. La discussion s'arrête là avec « le Parti des Travailleurs », c'est une position fondée sur un sectarisme définitif et sans appel qui l'exclut d'emblée de la construction réelle d'un autre parti. Globalement cette formation s'est entièrement repliée depuis l'échec de l'opération Jospin au sein du PS, sur ses positions à l'intérieur de la confédération Force Ouvrière, ou aujourd'hui sur les positions syndicales conquises au sein de la CGT. Dans une situation où chaque militant intéressé par la perspective d'une recomposition politique discute avec son environnement syndical, politique, associatif, le PT ne discute avec personne, condamne tout le monde, et déserte toute une série de combats du mouvement social. Suite à la présentation conjointe (LO-LCR) de candidats aux élections européennes, qui s'est par ailleurs soldée, ce qui n'est pas rien, par l'envoi d'élus au parlement européen, LO a refusé toute démarche unitaire posée sur une base programmatique anticapitaliste minimum pour les élections présidentielles. Les résultats d'Olivier Besançon ont accéléré la dérive sectaire de LO. Le caractère populiste et sectaire de l'appareil clandestin de cette organisation a commencé à la placer sur la marge de la recomposition politique : de plus l'électorat radical qu'elle capte a déjà commencé à fondre comme neige au soleil dès lors qu'une campagne électorale, celle de la LCR, formellement plus ouverte, trouve sa place sur l'échiquier. Quant à la LCR, c'est sans doute une organisation, à la différence de LO et du PT, qui se montre perméable aux interrogations qui traversent le salariat et qui sont véhiculés en son sein par les courants qui la composent, qui couvre ces interrogations mais qui ne fait rien ou pas grand chose pour les mettre en œuvre.

La pesanteur de son appareil historique et l'extrême ambiguïté de ses prises de position actuelles, en particulier le vote Chirac, ne l'engage pas dans la bonne direction. Ainsi la perspective des forums locaux ou régionaux anticapitalistes comme base de construction d'un nouveau parti est une idée intéressante, encore faudrait-il que la direction de la LCR choisisse de la mettre en œuvre en s'adressant à ceux qui la véhiculent dans le corps social. Hélas, l'exemple du forum local de Massy (91) entre autres appelé par les militants locaux se réduit pour l'instant à s'adresser uniquement aux sympathisants de cette organisation : RAG, notre collectif par exemple, n'est pas invité.

La conclusion que j'en tire c'est que, ces organisations qui, par ailleurs ont une longue expérience de lutte dans le mouvement social, sont aujourd'hui incapables de s'élever à la hauteur de l'enjeu historique : construire un outil de rassemblement politique des travailleurs, permettant au sein d'une même structure unitaire le libre débat, la réflexion et l'action commune, sur le modèle du PT brésilien, du moins sur la méthode qui a permis la construction du PT brésilien, tel est le point de vue que beaucoup de militants politiques ou syndicaux sans parti partagent au sein d'associations ou revues diverses. C'est l'expérience que RAG a fait dans la dernière période historique en discutant avec d'autres réseaux de ce qu'il conviendrait de faire.

En l'absence de réponse du côté du mouvement ouvrier, et ce d'autant plus que nous sommes entrés dans un processus de guerre impérialiste qui aura des conséquences redoutables sur le Moyen Orient et sur le monde, les mêmes impasses politiques qu'en 1997, sous d'autres formes, se remettront en place, ouvrant de ce fait un boulevard à l'extrême droite. Parmi ces impasses il y a en particulier le courant « Nouveau Monde » de Mélenchon-Emmanuel. Que l'opération ne recueille pas aujourd'hui un grand écho dans le salariat et chez ceux qui jouent un rôle dans le mouvement social, ne veut pas dire que l'initiative ne représente pas un véritable danger contre la construction d'une force nouvelle. La crise de l'extrême gauche et son incapacité à ouvrir un cadre anticapitaliste unitaire de rassemblement, ce qu'elle serait en position de pouvoir faire, ouvre à moyen terme une possibilité de recomposition par-

tielle et dangereuse dans la gauche du PS. Et cela nous devons le combattre, et nous ne pouvons le combattre qu'en ouvrant une autre perspective. Ces gens-là sont des mollettistes, c'est à dire qu'ils utilisent un langage socialiste au sens générique du terme pour gagner la direction d'un appareil : nous avons vu ce qu'ils valent lorsqu'ils exercent des responsabilités gouvernementales, voire le bel ouvrage libéral légué par Mélenchon à la droite sur le terrain de la privatisation de l'enseignement professionnel public.

Reste posée la dernière question : qu'avons nous comme moyens pour ouvrir une autre perspective ? Le PT brésilien s'est construit à partir de la surface occupée par une organisation trotskyste fortement implantée dans le mouvement ouvrier et d'un secteur syndical se réclamant de la théologie de la libération, secteur indépendant des syndicats officiels inféodés à l'Etat. C'est la conjonction de ces deux éléments dans le combat pour la reconquête de la démocratie contre le dictateur Videla qui a permis la montée en puissance d'une organisation de 600 000 adhérents. Dans la situation française, nous n'avons pas encore à notre disposition ce détonateur. En revanche ce que nous pouvons et devons faire, c'est d'ouvrir un cadre de discussion et donc aussi d'élaboration politique, permettant aux forces éclatées existant ici et là, sous forme d'associations, de revues de se retrouver et de tracer ensemble ce cadre national. Une fédération où chaque association issue d'une histoire particulière garde sa liberté de mouvement locale, départementale ou régionale, mais où le cadre fédératif permet d'impulser une discussion nationale, destinée à déboucher sur des initiatives précises, notamment en direction des forces constituées. Voilà ce que je propose pour le moyen terme.

SOUTENEZ RAG - ENVOYEZ UN CHEQUE DE 20 euros ou plus.

Abonnement au bulletin RAG

Nom : Adresse N° :
 rue :
 Prénom : Ville :
 Code postal :
 Je verse la somme de 20 euros : Autre :
A retourner à Michel Galin, 21 rue de

Rosays, 91600 Savigny-sur-Orge.

La fusion annoncée de la gauche Socialiste et du courant d'Henry Emmanuelli peut elle contribuer à changer la donne à Gauche ?

(Contribution 7 décembre)

Par Michel Galin

A elle seule, évidemment non ; combinée à d'autres événements, en particulier sociaux, l'existence d'une gauche forte au sein du Parti Socialiste pourrait se révéler utile.

Cependant, si cette gauche regroupée se contente de rejouer la même pièce que les dernières années, elle sera au mieux inutile.

Trop souvent, les gauches du PS ont servi de caution aux orientations sociales libérales de la direction. Et récemment, elles se sont parfaitement insérées dans les dispositifs gouvernementaux et électoraux de Lionel Jospin. Julien Dray a même devancé le virage sécuritaire du PS et envisage de s'abstenir sur le dispositif Sarkozy. Luc Ferry, le nouveau ministre de l'éducation nationale vante le lycée des métiers de J.L. Mélenchon...

La publication, en août, dans le Monde, de l'excellente tribune " *un autre monde est possible* " par JL Mélenchon et H Emmanuelli est elle simplement une nouvelle proclamation ou aura-t-elle des conséquences pratiques au delà du Parti Socialiste ?

Trop souvent aussi, les militants des gauches du PS investissent presque tout leur énergie dans les batailles internes. Nous sommes bien placés en Essonne pour savoir que nous les croisons, que fort rarement, dans les luttes syndicales, dans les mouvements sociaux.

Même si je ne pense pas que le PS soit un enjeu central pour reconstruire une gauche de gauche, un nouveau courant mettant en accord sa pratique et son discours contribuerait à modifier la situation.

RAG - ART, les articles du journal sont signés et n'engagent que leurs auteurs

Site WEB RAG ART:

<http://perso.wanadoo.fr/robert.duguet/rag/index.htm>

tielle et dangereuse dans la gauche du PS. Et cela nous devons le combattre, et nous ne pouvons le combattre qu'en ouvrant une autre perspective. Ces gens-là sont des mollettistes, c'est à dire qu'ils utilisent un langage socialiste au sens générique du terme pour gagner la direction d'un appareil : nous avons vu ce qu'ils valent lorsqu'ils exercent des responsabilités gouvernementales, voire le bel ouvrage libéral légué par Mélenchon à la droite sur le terrain de la privatisation de l'enseignement professionnel public.

Reste posée la dernière question : qu'avons nous comme moyens pour ouvrir une autre perspective ? Le PT brésilien s'est construit à partir de la surface occupée par une organisation trotskyste fortement implantée dans le mouvement ouvrier et d'un secteur syndical se réclamant de la théologie de la libération, secteur indépendant des syndicats officiels inféodés à l'Etat. C'est la conjonction de ces deux éléments dans le combat pour la reconquête de la démocratie contre le dictateur Videla qui a permis la montée en puissance d'une organisation de 600 000 adhérents. Dans la situation française, nous n'avons pas encore à notre disposition ce détonateur. En revanche ce que nous pouvons et devons faire, c'est d'ouvrir un cadre de discussion et donc aussi d'élaboration politique, permettant aux forces éclatées existant ici et là, sous forme d'associations, de revues de se retrouver et de tracer ensemble ce cadre national. Une fédération où chaque association issue d'une histoire particulière garde sa liberté de mouvement locale, départementale ou régionale, mais où le cadre fédératif permet d'impulser une discussion nationale, destinée à déboucher sur des initiatives précises, notamment en direction des forces constituées. Voilà ce que je propose pour le moyen terme.

SOUTENEZ RAG - ENVOYEZ UN CHEQUE DE 20 euros ou plus.

Abonnement au bulletin RAG

Nom : Adresse N° :
 rue :
 Prénom : Ville :
 Code postal :
 Je verse la somme de 20 euros : Autre :
A retourner à Michel Galin, 21 rue de

Rosays, 91600 Savigny-sur-Orge.

La fusion annoncée de la gauche Socialiste et du courant d'Henry Emmanuelli peut elle contribuer à changer la donne à Gauche ?

(Contribution 7 décembre)

Par Michel Galin

A elle seule, évidemment non ; combinée à d'autres événements, en particulier sociaux, l'existence d'une gauche forte au sein du Parti Socialiste pourrait se révéler utile.

Cependant, si cette gauche regroupée se contente de rejouer la même pièce que les dernières années, elle sera au mieux inutile.

Trop souvent, les gauches du PS ont servi de caution aux orientations sociales libérales de la direction. Et récemment, elles se sont parfaitement insérées dans les dispositifs gouvernementaux et électoraux de Lionel Jospin. Julien Dray a même devancé le virage sécuritaire du PS et envisage de s'abstenir sur le dispositif Sarkozy. Luc Ferry, le nouveau ministre de l'éducation nationale vante le lycée des métiers de J.L. Mélenchon...

La publication, en août, dans le Monde, de l'excellente tribune " *un autre monde est possible* " par JL Mélenchon et H Emmanuelli est elle simplement une nouvelle proclamation ou aura-t-elle des conséquences pratiques au delà du Parti Socialiste ?

Trop souvent aussi, les militants des gauches du PS investissent presque tout leur énergie dans les batailles internes. Nous sommes bien placés en Essonne pour savoir que nous les croisons, que fort rarement, dans les luttes syndicales, dans les mouvements sociaux.

Même si je ne pense pas que le PS soit un enjeu central pour reconstruire une gauche de gauche, un nouveau courant mettant en accord sa pratique et son discours contribuerait à modifier la situation.

RAG - ART, les articles du journal sont signés et n'engagent que leurs auteurs

Site WEB RAG ART:

<http://perso.wanadoo.fr/robert.duguet/rag/index.htm>

« Que se vayan todos » Le peuple argentin se soulève

Notes sur le livre de François Chesnais par Robert Duguet (Editions Nautilus)

Pour les militants d'Europe occidentale la situation en Argentine, et plus généralement du continent latino-américain, une parenthèse se ferme : les coups d'état fomentés par l'impérialisme américains, les dictatures locales, l'assassinat d'Allende et le règne de Pinochet, marquaient un recul des mouvements révolutionnaires qui avaient été à l'offensive dans les années 1960-1970. Les conséquences de la crise terrible qui ravage l'économie de l'Argentine et qui a d'ores et déjà eu des conséquences sur plusieurs autres pays, le Paraguay, la Bolivie, le Pérou, ouvre une situation nouvelle, celle où la question de la survie des exploités de ces économies assujetties au FMI, ouvre une période de renaissance des mouvements révolutionnaires. Il ne faut pas s'y tromper : l'onde de choc qui pousse le Parti des Travailleurs brésilien au pouvoir, indépendamment des gages que sa direction social-démocratisée donne à l'impérialisme, participe bien de ce mouvement des peuples. C'est à ce moment précis de la situation politique qu'est publié le livre de François Chesnais (rédacteur en chef de la revue Carré Rouge) et Jean Philippe Divès (responsable d'un courant de la LCR) : nous ne saurions que le recommander à nos lecteurs, tant leur analyse de la situation de l'Argentine, apporte beaucoup.

La crise actuelle est davantage qu'une simple crise de représentation politique, comme nous en connaissons une en France : c'est toute la classe politique qui est rejetée par la population, ceci s'exprimant dans le slogan des manifestations de masse, « qu'ils s'en aillent tous » (« que se vayan todos ! »). L'ensemble des formules gouvernementales qui ont été tentées depuis le début de la crise ont marqué l'incapacité de répondre aux besoins élémentaires de la population, tout en préservant les accords avec le FMI. La déroute économique conduit les masses à mettre en place des organisations spécifiques chargées de gérer les questions de ravitaillement, d'alimentation, de transports... ce faisant, les chômeurs, les ménagères et les travailleurs actifs sont amenés, en répondant à des problèmes très concrets de survie, à poser l'ensemble des questions politiques : **comment se débarrasser de la vieille classe politique et reconstruire la société?**

Sur l'analyse historique du péronisme et l'histoire de l'Argentine depuis 1914, nous laissons nos lecteurs se référer au livre : ils y trouveront une analyse et une caractérisation très fine du péronisme. La question de la solution politique nous semble plus ur-

gente à aborder dans le cadre d'un court article. Le mouvement en cours manque d'une expression politique organisée, c'est à dire d'un cadre de regroupement large, permanent et démocratique, pour les hommes et les femmes qui se portent à la tête de ces luttes. Bref un parti des travailleurs permettant aux masses qui s'engagent « en ce lieu où se règlent leurs propres destinées », pour reprendre la formule de Trotsky sur la Révolution russe, de faire leur expérience politique et d'avancer dans la voie de la résolution de la question de l'Etat, de dégager une solution anti-capitaliste. Les organisations traditionnelles, parti radical, PS, PC, désertent et refusent de sortir du champs institutionnel. On ne trouve dans les Piqueteros et Assemblées populaires que les courants issus de la tradition trotskyste et maoïste. Si ces militants sont les seuls à être capables d'être dans les mouvements populaires et de faire bénéficier ceux-ci de leur expérience, leur conception propre du parti d'avant-garde, les décale par rapport aux besoins du mouvement lui-même. Soit les différents groupes s'affrontent entre eux devant les Assemblées populaires, dans cette chère tradition de tribu gauloise que nous connaissons bien en France (LCR, LO, PT...), soit ils font de la surenchère sur les cahiers de revendication ou sur la perspective de la prise du pouvoir, à un stade où visiblement le mouvement ouvrier est loin de la prise du pouvoir, soit ils combinent les deux éléments... François Chesnais a raison d'écrire que la résolution de la contradiction entre ce mouvement révolutionnaire naissant et les organisations politiques d'extrême gauche qui sont incapables de s'élever à la hauteur de l'enjeu historique, sera résolu par la compréhension profonde de ce que signifie ce mouvement des « cortés », en russe cela se traduisait en 1905 par le terme « soviét » :

« Il faut espérer que des militants et des courants, notamment ceux qui se sont formés dans la tradition trotskiste, et plus généralement marxiste, sauront mettre leur expérience et leur capacité au service de l'auto-organisation, se montreront capables d'appréhender de l'expérience de ses protagonistes et pourront ainsi fusionner avec eux dans une force politique nouvelle, adaptée aux exigences d'un processus qui est lui aussi très largement nouveau. » (page 224)

Certes la France n'est pas l'Argentine, l'ampleur de la crise du capitalisme en France ne prend bien évidemment pas les formes extrêmes qu'elle prend dans une économie compradore étranglée par les Etats Unis, cependant la situation des organisations de tradition marxiste, en dehors du PC et du PS, est cependant bien similaire. Il faudra lever bien des obstacles pour parvenir à cette construction politique démocratique et anticapitaliste, dont nous avons besoin en France comme en Argentine.